

ECCLES, W. J., *Frontenac*. Éditeurs : McClelland and Stewart Limited, 1959. 406 p.

Léo-Paul Desrosiers

Volume 17, numéro 3, décembre 1963

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/302293ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/302293ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Desrosiers, L.-P. (1963). Compte rendu de [ECCLES, W. J., *Frontenac*. Éditeurs : McClelland and Stewart Limited, 1959. 406 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 17(3), 433–437. <https://doi.org/10.7202/302293ar>

LIVRES ET REVUES

ECCLES, W. J., *Frontenac*. Editeurs: McClelland and Stewart Limited, 1959. 406 pages.

Comme il est étrange que cet ouvrage publié en 1959 soit devenu une espèce de Bible sur Frontenac, même auprès des Canadiens français, même auprès des historiens les plus férus de leur métier. Son énorme appareil historique, — notes, références, bibliographie, — en ont imposé à tout le monde et ont fait accepter les affirmations les plus invraisemblables. En l'analysant, on découvre que l'érudition la plus vaste peut s'allier à une fausseté historique fondamentale. Ce Gouverneur n'est pas heureux dans ses biographies: le premier, Lorin, l'adule au-delà de toute justesse, le second, Eccles, le discrédite au-delà de toute mesure. Le parti pris de ce dernier se lit à toutes les lignes et devient assommant; sans apporter les preuves directes, il donne toujours la même explication aux actes: le commerce illicite des pelleteries. Surtout quand il ne comprend que très peu de choses aux grandes questions historiques qui se posaient. Il adopte trop souvent la version des ennemis qui n'en saisissaient rien non plus ou qui, occupant des postes secondaires, n'étaient pas informés. Pourquoi une telle somme de travail s'il faut la vicier par une étroitesse d'esprit telle qu'elle ne se rend pas à une étude fouillée des dépêches de Frontenac et des faits qui se déroulent.

Pourtant, aucun chef du régime français n'appelle autant que lui un historien impartial et capable de se démêler dans autre chose que les petites chicanes. Il règne pendant deux périodes de près de dix ans chacune; durant la première, se dessinent les grandes lignes de l'avenir de la Nouvelle-France; durant la seconde, la puissante coalition anglo-iroquoise, formée pendant son absence, tente de s'emparer de la colonie. La politique de Frontenac sur les principaux problèmes fut-elle réaliste? Se conformait-elle au bon sens, aux faits? Dans les limites étroites que lui posaient le Roi et les ministres? En second lieu, en arrière, vient la série des conflits de tous genres dans lesquels s'engagea le Gouverneur. Joignons-y son caractère autoritaire, irascible, ses préjugés, son manque de diplomatie, son peu de respect pour les formes, sa hauteur, son art de se faire des ennemis. Nous avons évidemment affaire à une personnalité pleine de contrastes,

d'oppositions, avec des petites surprises et des grandeurs indéniables. Comme dirait Montaigne, il est ondoyant et divers. Mais avec un franc parler, une indépendance d'action et de paroles, des allures franches et fortes qui devaient faire rugir les courtisans. Et une agressivité de fond, détestable dans les querelles particulières, mais qui fut la chose la plus excellente que l'on puisse imaginer en temps de guerre. Pourquoi tenter de faire de lui un homme tout d'une pièce, quand il fait éclater tous les moules ?

Quel est le défaut principal du livre ? L'incompréhension des grandes questions du temps. L'A. ne saisit pas d'abord la solidité, la sagesse de la politique de paix envers l'Iroquoisie. Sous l'impulsion de Frontenac, elle reçut une tournure personnelle et une substance originale. Il sut susciter et conduire le dialogue avec les chefs iroquois, les traiter comme des êtres humains et non des monstres qu'il faut détruire, les contenir par la construction du fort Catarakouy, les rendre capables d'une vraie indépendance en leur ouvrant une factorerie qui brisait leurs liens de dépendance trop étroite envers Albany. Peu de Français ont pénétré aussi bien que lui la psychologie des Indiens. D'ailleurs, cette politique était la seule réaliste, parce qu'elle était la seule possible : l'incurie de Louis XIV ne fournirait jamais les troupes suffisantes pendant un temps suffisant pour faire un mal réel à l'Iroquoisie et ne pas seulement l'égratigner.

Si l'A. a mal étudié la période qui précède l'arrivée de Frontenac en 1672, il étudie mal les règnes de La Barre et de Denonville et n'en saisit pas le sens profond : ces deux Gouverneurs, en abandonnant la politique de paix et la politique défensive, ont créé rapidement la coalition anglo-iroquoise, l'alliance formelle de l'Iroquoisie et de plusieurs colonies américaines qui devaient entamer la guerre atroce qui sévit à partir de 1689. L'A. ne connaît pas la force du péril iroquois et du péril anglais combinés. Il s'étonne, en conséquence, qu'à sa seconde arrivée, Frontenac ait tenté de détruire cette coalition qui aurait certainement été victorieuse si les mesures efficaces et justes avaient été prises à Albany au lieu de l'être à Québec. Le gouverneur avec une persistance remarquable, aura renouvelé les négociations qui devaient aboutir à la paix de Callières.

L'A. mentionne à maintes reprises l'infériorité des prix français pour les pelleteries que Frontenac dénonça aux personnes qui pouvaient corriger la situation ; mais il n'en voit pas les immenses conséquences. Il ne mesure pas l'importance des peupla-

des alliées de la France, au-delà du lac Michigan, dans la guerre qui débute en 1689. Il ignore que leur défection était amorcée bien avant le retour de Frontenac, qu'elle vient à maturité lors du massacre de Lachine et de ceux qui l'ont suivi immédiatement. En conséquence, il s'étonne de voir partir un contingent de cent cinquante hommes, sous Louvigny, en 1690, pour mettre solidement la main sur l'île de Michillimakinac et tenir tout l'ouest canadien. Sans ce geste prompt, c'était l'encerclement complet de la Nouvelle-France et la coalition anglo-iroquoise s'augmentant de nombreux et nouveaux alliés. L'A. sait mal que ces tribus harassèrent les Tsonnontouans et les Goyogouins, empêchèrent la Confédération de concentrer ses forces contre la Nouvelle-France; et, à la fin, par une guérilla meurtrière, la forcèrent à souscrire à la paix de 1701. Pour en venir à cette fin, Frontenac envoya là-bas des hommes de valeur et sut se servir de grands aventuriers: Louvigny, Nicolas Perrot, Lamothe-Cadillac, Manthet, Tonty, Courtemanche, Du Lhut et autres, assez souvent des individus pas très chrétiens, peu scrupuleux dans le choix des moyens, employant la ruse et l'eau-de-vie aussi bien que la raison; faisant la traite, leur solde étant bien insuffisante. Le Gouverneur les combla, sans doute, mais pour avoir des agents habiles et actifs. Evidemment, le timoré Champigny multipliait les dénonciations. M. Eccles suit Frontenac pas à pas, mais encore, tout comme l'intendant, sans connaître l'urgence de garder ces peuplades et de les relancer en guerre, et sans s'apercevoir que Champigny aboutira à un désastre quand arrivera l'ordre idiot de fermer les postes de l'Ouest et d'en faire revenir tous les Français.

C'était donner à l'ennemi une vaste population qui se serait alliée le lendemain à la coalition anglo-iroquoise. Somme toute, le Gouverneur sut mieux tenir en sa main toutes ces tribus que les Anglais ne surent garder l'Iroquoisie.

L'A. ne semble pas connaître les fameux documents d'Albany, publiés pourtant, qui démontrent jusqu'à quel point l'Iroquoisie était disposée à abandonner la coalition, et ce, dès le mois de juin 1693. Frontenac était informé de première main quand il entreprit des négociations de paix. Ces sources anglaises le confirment à chaque page. La défection était réelle. Et en dépit de quelques escarmouches, elle le demeurera. Frontenac ne réussit pas à obtenir la signature qui l'aurait confirmée. Mais ce fut une lutte serrée, acharnée, entre Albany et lui, et il passa près du succès. A la fin, tout en restant fidèle à ses alliances, la Confédération, bien travaillée par des agents français, abandonna les hostilités.

M. Eccles n'a pas su peser non plus la difficulté de continuer la guerre après cette période de négociations intenses et dramatiques. C'était le vieux problème de se battre contre deux ennemis à la fois. D'un côté, à des distances énormes, des colonies américaines puissantes, alors dormantes mais promptes à se réveiller, si les troupes canadiennes descendent à leur portée, à Albany ou à New-York. De l'autre, une Iroquoisie défaillante, située encore plus loin, à qui il est difficile d'infliger un mal réel, décisif, à moins d'y envoyer des forces nombreuses et qui demeureront là pendant des mois si ce n'est des années. Si l'armée descend vers le sud, la Nouvelle-France est exposée à l'invasion iroquoise ; si elle va au sud-ouest, elle est ouverte à l'invasion anglaise. Le fond de la question est là. Sans doute, l'époque est fertile en projets téméraires. Mais c'est une chose que de mettre la main sur Albany par un raid brillant, et une autre chose que de la conserver ; c'est une chose que de conduire une expédition contre l'Iroquoisie et une autre chose que de la détruire. Frontenac s'en tirera par des solutions secondaires : rétablissement du fort Catarakouy, promenade chez les Onneyouts et les Onnontagués qui pousseront un peu plus la nation iroquoise à la paix. M. Eccles, entre bien d'autres, demande à une colonie saccagée, qui a perdu plusieurs de ses meilleurs guerriers, qui est en réalité beaucoup plus faible que ses adversaires, d'entreprendre encore un effort énorme et dangereux pour mettre ces adversaires hors de combat. La bataille principale, Frontenac l'avait gagnée en trois ans, de l'hiver 1690 à juin 1693, et avec les seules troupes que lui avait laissées Denonville. On lui en envoya par après. Mais il faut voir quelle sorte de soldats ! Fallait-il compromettre cette victoire par des équipées ? Le raid brillant de Manthet contre les Agniers enflamme les imaginations, mais il faut en étudier la fin, quand presque tout le succès obtenu lui coula entre les mains.

Faute de bien connaître les courants de l'histoire canadienne, l'A. interprète mal, continuellement, la politique réaliste de Frontenac. Sans doute, on lui accorde quelques éloges, mais comme on les rogne. L'A. suit à peu près aveuglément les traces de ses ennemis. Au lieu de le suivre dans ses vues, souvent larges, sur les principales questions, il chemine avec les esprits bornés qui, justement, n'aperçurent même pas ces problèmes. Il ne saisit pas la vulnérabilité mortelle de la Nouvelle-France aux attaques iroquoises : ce qui commandait une politique avisée et patiente de paix envers l'Iroquoisie. Il ne connaît pas l'esprit d'offensive effrénée que le Gouverneur suscite en 1689 et qui emporta toute la Nouvelle-France dans son élan irrésistible. Il ne sait pas jus-

qu'à quel point cette faible colonie du Saint-Laurent avait besoin de neutraliser l'Iroquoisie par la paix et de détruire la coalition anglo-iroquoise qui la menaçait à mort. Le monde de prédilection, du biographe, c'est, hélas, celui des petites chicanes et des querelles mesquines où le Gouverneur fait parfois pauvre figure.

En un mot, si monumental par certains côtés, cet ouvrage invite à l'espoir qu'enfin un historien paraisse, non prévenu celui-là, qui saura voir les problèmes importants et porter des jugements justes. Le travail sera ardu. Il y faudrait au moins deux gros volumes, d'immenses études, de la réflexion sur les innombrables documents, souvent contradictoires, partiels dans un sens et dans l'autre, et souvent bêtes à faire crier comme quelques dépêches de Champigny. Et il faudrait se garder de l'idée essentiellement fautive que Frontenac fut tout bien ou tout mal.

LÉO-PAUL DESROSIERS
de l'Académie canadienne-française